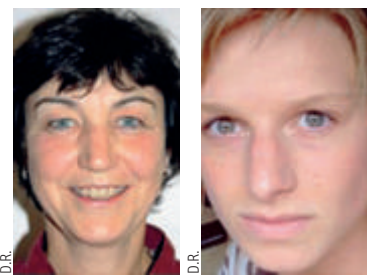


■ Opinion | Produit intérieur brut

Ce qui compte et ce que l'on compte



Isabelle Cassiers. Professeur d'économie (UCL) et chercheur qualifié du FNRS.

Géraldine Thiry prépare un doctorat en économie.

► Si le PIB, moteur des politiques économiques, nous égare, n'y a-t-il pas urgence à en changer ?

On le sait depuis toujours, le produit intérieur brut (PIB) n'est pas un indicateur de bien-être ou de qualité de vie. C'est un agrégat monétaire qui évalue l'activité annuelle d'une nation sur des bases essentiellement marchandes. Toutefois, pendant des décennies, croissance du PIB et progrès des sociétés ont été largement assimilés, comme si la première était une condition nécessaire et suffisante à la réalisation du deuxième. Cette liaison est aujourd'hui amplement remise en cause.⁽¹⁾

Si cet indicateur nous égare, n'y a-t-il pas urgence à en changer ? De nombreux travaux ont mis en évidence un décrochage de la qualité de la vie en regard d'une croissance continue du PIB : stagnation des indicateurs subjectifs de satisfaction de vie ; dégradation des indicateurs de santé sociale et de ceux d'un "bien-être économique" évalué plus finement ; et surtout, sonnette d'alarme des indicateurs environnementaux.

Récemment, des initiatives de grande envergure



(Forum mondiaux de l'OCDE, Commission Stiglitz) ont explicitement posé la question d'un "au-delà du PIB" : si cet indicateur, utilisé comme moteur des politiques économiques, nous égare, n'y a-t-il pas urgence à en changer ?

Comme le résume joliment Paul Krugman, quel intérêt d'avoir de la croissance s'il n'y a plus de planète ? Alors, comment concilier ce qui compte (la préservation de la nature et nos valeurs humaines) et ce que l'on compte (les indicateurs à l'aide desquels on gouverne) ? Les débats actuels sur ce sujet mettent en évidence trois impératifs :

1. Mesurer des résultats plutôt qu'une produc-

tion évaluée monétairement : ainsi, les taux d'alphabétisation importent plus que les dépenses d'éducation qui ne disent rien de leur efficacité. C'est une question de bon sens.

2. Prendre en compte les patrimoines, dans leur diversité : ne plus se contenter de valoriser les flux d'activité et de revenus (ce que fait le PIB) en ignorant les ponctions sur les stocks de richesse, en particulier sur le patrimoine naturel. Il en va de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures.

3. Intégrer des questions de répartition : la croissance d'un revenu global peut être très inégalitaire. Un PIB par tête en hausse n'empêche pas

construction d'indicateurs moins biaisés avec des soucis fort divers comme celui de la soutenabilité ou de placer l'individu au centre de l'évaluation socio-économique.

Ce faisant, cette commission ne fait que vulgariser un consensus bien établi, quoi qu'en disent certains. Il y a bien entendu des lacunes structurelles dans la conception et le calcul du PIB. Je ne veux en citer ici que deux principales : il ne comptabilise que les activités ayant un lien avec la production, et il ignore les activités non marchandes. Ces biais sont techniquement et éthiquement dévastateurs si l'on considère la mesure d'un agrégat comme le capital humain, vecteur clé du progrès humain : le premier pourrait conduire à exclure l'activité d'enseignement en philosophie ou en théologie, et le second à ignorer le temps passé par les parents à éduquer leurs enfants.

Pour autant, le PIB reste un outil, certes partiel, mais performant pour mesurer l'activité économique courante. Le travail des comptables nationaux, notamment américains, est à ce titre admirable⁽¹⁾.

S'il est bien entendu que le PIB ne peut, à lui seul, mesurer le progrès d'une nation et encore moins sa pérennité, cette dernière question reste

entière. Après tout, un pays aujourd'hui proche de la banqueroute, comme l'Islande, était, il y a peu, l'un des champions mondiaux en "absence de corruption, en qualité de vie, en indice de créativité... etc." en sus de son PIB par tête appréciable⁽²⁾.

Si les aspects environnementaux ou institutionnels doivent être massivement incorporés dans l'analyse, tant les questions méthodologiques que normatives restent entières. Pour les premières, trois principes semblent importants. D'abord, il n'est pas souhaitable que l'on tende vers des indicateurs composites, mélangeant gaieusement toutes les composantes fort hétéroclites du problème : les hypothèses inhérentes de commensurabilité sont souvent héroïques.

Des approches plus modestes restent possibles, comme l'élargissement du concept de capital au capital naturel, mais le programme de recherche induit est loin d'être immédiat. En second lieu, si l'on doit évoluer vers une batterie d'indicateurs, cette batterie ne doit pas être figée : pour mesurer le progrès, elle doit le suivre avec le délai le plus court possible.

Par exemple, le taux de connectivité (à Internet ou via téléphonie mobile), non pertinent il y a vingt ans, est devenu un indicateur important de progrès économique et social. Enfin, une hié-

"La difficulté de l'exercice réside surtout dans le fait de bousculer des valeurs et des comportements."

certaines revenus de baisser, ce qui crée dans la population le sentiment d'être trompé par les chiffres.

Équité et représentation démocratique sont ici en jeu. Remplacer le PIB est un exercice complexe et digne du plus grand intérêt. La complexité n'est pas tant d'ordre statistique : de nombreux indicateurs alternatifs existent déjà, l'inventaire peut en être dressé. Mais chacun d'eux recèle implicitement une vision particulière du progrès.

Lequel choisir ? Comment construire un consensus ? La difficulté de l'exercice réside surtout dans le fait de bousculer des valeurs et comportements sur lesquels une ou deux générations se sont établies. La réflexion sur les indicateurs nous mène sur le terrain de nos finalités collectives.

On aurait tort d'y voir une question réservée à quelques idéalistes, sous prétexte que la croissance du PIB est indispensable à la création d'emploi, à la survie des entreprises et à la santé des finances publiques. Les temps où toute croissance de l'activité et des revenus était bonne sont révolus. S'y accrocher est un combat d'arrière-garde. Aujourd'hui, l'urgence n'est plus d'élargir le gâteau, mais de le cuisiner sans dégâts, d'améliorer sa qualité nutritive et de mieux le partager.

→ (1) Pour des développements, voir *Regards économiques* où cet article et celui ci-dessous ont paru en décembre. www.uclouvain.be/regards-economiques

"Le produit intérieur brut reste un outil, certes partiel, mais performant pour mesurer l'activité économique courante."

chisation contextualisée et révisable de ces indicateurs est souhaitable pour en garantir l'efficacité comme instruments de mesure du progrès et/ou des risques de crises systémiques. Ce qui soulève de nombreuses questions normatives extrêmement épineuses. On comprend dès lors pourquoi la Commission Stiglitz a préféré botter en touche sur ces questions !

→ (1) Voir les révisions successives de la méthodologie de calcul du PIB, après la révolution numérique de l'ère Clinton, et le travail ébouriffant de macroéconomistes comme Robert Gordon sur la mesure des prix des biens durables.

→ (2) Extrait d'un rapport du Sénat français, intitulé "Islande : développement économique et protection de l'environnement, une symbiose réussie", juin 2007.

■ Universités | Chronique

L'alternative responsabilité sociétale



Perrine Ferauge

Assistante et doctorante au Service d'Analyse microéconomique. Faculté Warocqué d'Économie et de Gestion. Université de Mons

→ Perrine.ferauge@umons.ac.be

"L'avenir nous dira si l'ère de changement responsable ne fait que commencer."

nombreuses usines dans le monde.

Ces répercussions ont eu des conséquences importantes sur l'augmentation du chômage et sur la persistance des inégalités sociales. Cette double dimension écologique et sociale implique des retombées sur le plus long terme, et fait référence au concept de développement durable (DD).

Mais qu'entend-on réellement par développement durable ? C'est en 1987 que Brundtand, président de la Commission de l'Onu, en donne une définition précise : un développement qui permet de "répondre aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs". Ces dernières années, pour répondre aux nouveaux enjeux du contexte socio-économique, les entreprises se sont également impliquées dans la durabilité.

Cet engagement correspond à ce qu'on appelle la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le mot sociétal fait référence à une triple rentabilité : résultats de la firme en termes de Planet (respect de l'environnement), de People (respect des employés, des clients, des fournisseurs et de la société) et de Profit (rentabilité de l'entreprise, sa croissance et celle de l'économie).

Cette responsabilité sociétale ne pourrait-elle pas constituer une issue pour sortir les entreprises de la crise ? La RSE peut, en effet, apporter aux entreprises de nouvelles opportunités ainsi que de nombreux avantages. Que ce soit le green business, la réduction des coûts, la valorisation de l'image des entreprises, les opportunités et les avantages qu'offre le DD leur ouvrent une nouvelle ère de changements et d'innovations.

L'engagement des entreprises dans la durabilité représente-t-il, par conséquent, une alternative intéressante ? De nombreux acteurs scientifiques s'accordent en tout cas à envisager la RSE comme une réponse à la crise. Quelle que soit leur motivation, les entreprises sont de plus en plus à l'écoute de leurs parties prenantes (leurs clients, leurs fournisseurs, la société, etc.). Elles cherchent à se responsabiliser en limitant les impacts négatifs de leurs activités.

La RSE amène aussi la culture d'entreprise à évoluer par son engagement écologique, en favorisant le dialogue et la mobilisation des salariés, etc. Même si cette prise de conscience durable touche l'ensemble des entreprises, la mise en œuvre de la RSE ne concerne principalement que les plus grandes firmes, même si certaines PME se sont déjà illustrées par leur engagement responsable. Les années à venir nous diront si cette ère de changement responsable ne fait que commencer.

► La crise économique soulève également des questions environnementales et sociales.

► La RSE peut apporter de nouvelles opportunités ainsi que de nombreux avantages.

Quand nous évoquons la crise, nous devons envisager ses multiples dimensions. En effet, c'est en 2007 que la crise du crédit "subprime", trouvant ses origines dans le manque de transparence et de bonne gouvernance ainsi que dans l'absence de responsabilité des instances financières face aux risques, émerge aux États-Unis. Cette crise s'est répandue rapidement au reste du monde et entraîne des retombées négatives sur l'ensemble de l'économie.

Parallèlement aux dimensions financière et économique, la crise actuelle soulève également des questions environnementales et sociales. D'une part, la crise environnementale reflète de nombreux enjeux tels que les émissions à effets de serre et leurs répercussions sur le climat, la menace d'extinction d'espèces, la déforestation, la crise énergétique, etc.

Ces menaces ont été particulièrement mises au premier plan dans le cadre du Sommet de Copenhague sur le climat, largement suivi et relayé par l'ensemble des médias. Ce sommet, réunissant les représentants des gouvernements de 170 pays, a eu pour objectif de renégocier un accord international sur le climat qui remplacera celui de Kyoto prenant fin en 2012, et a permis d'intensifier la prise de conscience de la nécessité d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique.

D'autre part, la crise financière et économique a également entraîné des effets négatifs au niveau social. L'existence d'une crise sociale est notamment liée aux vagues de licenciements massifs ainsi qu'aux fermetures de